

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le gouvernement va revoir son Plan d'actions prioritaires

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

UN Conseil interministériel présidé par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, s'est tenu hier en visioconférence. Occasion pour l'équipe du chef de gouvernement d'évoquer la révision du Plan d'actions prioritaires arrêté en février dernier sur instruction du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Cela, dans l'objectif

de mener des actions susceptibles d'impacter immédiatement et visiblement la vie des populations.

Selon le Premier ministre, la nouvelle copie va principalement prioriser les secteurs liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19 qui sévit dans notre pays, avec des conséquences sur le budget de l'État. Julien Nkoghe Bekale a indiqué qu'il

Selon le Premier ministre, la nouvelle copie va principalement prioriser les secteurs liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19 qui sévit dans notre pays, avec des conséquences sur le budget de l'État.



Le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale lors du Conseil interministériel tenu par visioconférence, hier.

s'agira de procéder aux arbitrages et de définir des nouvelles priorités. Il faudra tirer profit de cette crise et de la mobilisation actuelle de tous les acteurs pour investir davantage dans notre système de santé et renforcer sa résilience. Ainsi, le plan de contingence du système de santé qui a obtenu l'accord et le soutien des partenaires au développement sera élargi à la recherche scientifique et technologique. La médecine traditionnelle y sera intégrée.

Tout comme, les projets relatifs à l'accès à l'eau pour permettre aux populations de procéder fréquemment au lavage des mains, notamment dans les quartiers à fort stress hydrique de Libreville et des principales villes de l'in-

térieur du pays. À ces priorités s'ajoutent, entre autres, la gestion des déchets biomédicaux et ménagers; le développement des infrastructures numériques à travers le télétravail, le télé enseignement, la télémédecine; etc. De même, dans le secteur alimentaire, le "Plan d'urgence de sécurité alimentaire" initié par le ministère de l'Agriculture et appuyé par la Banque africaine de développement (BAD) sera inscrit dans ce plan révisé du gouvernement. Les autres projets d'infrastructures (routes, éducation et formation, etc.) y pourraient être intégrés, à condition d'être retenus dans la Loi de finances rectificative 2020. Un texte ayant fait partie de ceux examinés hier.

Simplice Guedet Manzela inhumé dans son village natal

Damien MADEBE
Lastoursville/Gabon

DÉCÉDÉ le 9 avril dernier, à Libreville, des suites d'une affection médicale, Simplicie Guedet Manzela, secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG) de 1995 à 2008, a été inhumé, samedi 30 mai écoulé, à Nzela, sa terre natale, dans le canton Ogooué-Aval (département de Mulundu), dans la province de l'Ogooué-Lolo.

De nombreux parents, amis et connaissances ainsi que certaines autorités politico-administratives locales lui ont rendu un ultime hommage. Affligés par la disparition, étreints par l'émotion, plusieurs d'entre eux n'ont pas pu retenir leurs larmes au moment de la mise en terre de celui qui fut leur "père, oncle, grand

frère, grand-père, arrière-grand-père et ancien député". Tout en se remémorant, avec peine, les moments passés aux côtés du disparu. Lequel, pour la plupart, était "une épaule sur laquelle ils pouvaient trouver du réconfort lors des périodes difficiles".

Dans son oraison funèbre, le frère cadet du disparu a loué les qualités humaines de son aîné "qui vit le jour le 1er juillet 1948 à Nzela, terre de ses ancêtres. Un homme de parole, de cœur, toujours à l'écoute des populations, dont le dynamisme aura impulsé la marche en avant du canton Ogooué-Aval". Non sans implorer le Très-Haut afin "de l'accueillir dans son royaume". Titulaire de plusieurs distinctions honorifiques, Simplicie Guedet Manzela laisse une nombreuse famille.



La dépouille mortelle de Simplicie Guedet Manzela avant la mise en terre.

Tribune des partis politiques

Distraction!

ALORS que le Covid-19 cristallise l'actualité, voilà qu'un groupuscule d'acteurs politiques, dénommé "la Troisième voix" vient de sortir, inopinément, du bois. Gérard Ella Nguema, porte-parole dudit regroupement politique, par ailleurs président du Front patriotique gabonais (FPG) et les siens réclament urbi et orbi, d'une part la mise en place d'un Front républicain, et d'autre part, l'organisation d'une consultation citoyenne. Objectif: "Refonder le partage institutionnel du pouvoir, en accordant un certain nombre de prérogatives au candidat dé-

claré second à l'élection présidentielle, afin que, de manière encadrée et dans le seul intérêt du pays, certaines de ses propositions puissent être mises en œuvre. Mais également de combler de manière impersonnelle et durable une fois pour toutes, tous les manquements importants qui subsistent encore dans notre arsenal juridique", dicit Gérard Ella Nguema.

"Dans les périodes difficiles où la démocratie est affaiblie, il peut heureusement être fait recours à des instances non institutionnelles de stabilisation sociopolitique, à des

variables d'ajustement que l'on désigne les corps intermédiaires. L'absence et/ou la faiblesse de ces corps intermédiaires constituent le point faible de toute construction démocratique", arguent sans ambages les membres de la "Troisième voix".

S'il ne fait l'ombre d'aucun doute que les avancées démocratiques doivent rythmer la vie de tout État, on s'interroge toutefois sur le bien-fondé d'une telle initiative en pareille période de crise sanitaire, pire économique. Quel sera le coût de la fameuse consultation? Qui la financera?

L'actuel contexte politico-économique impose-t-il cette démarche? Bref, cette idée "lumineuse" s'apparente à un navet voire une blague de mauvais goût.

Il est bon de faire des propositions, à condition bien évidemment qu'elles tiennent compte du contexte. Omission ou petits calculs politiques? Dans tous les cas, la "Troisième voix" doit se rappeler qu'il y a un temps pour toute chose. Pour l'heure, la priorité demeure la lutte contre le "tueur invisible" qu'est le nouveau coronavirus.

Yannick Franz IGOHO